



**Pour la défense de nos conditions de travail, de nos emplois,
de nos missions, de nos statuts,**

TOUS EN GREVE, TOUS AU RASSEMBLEMENT A BERCY LE 18 NOVEMBRE !

Le 18 novembre 2015, le Directeur général annoncera lors d'un CTR la répartition par direction des 2130 suppressions de postes prévues en 2016 à la DGFIP. Après plus de 13 ans ininterrompus de suppressions d'emplois (plus de 30 000 postes liquidés !), l'année 2016 marquera un triste record puisque **la seule DGFIP (6 % des fonctionnaires d'État) représentera 54 % du total des suppressions dans la fonction publique d'État.**

C'EST BIEN UNE LIQUIDATION PURE ET SIMPLE QUI EST ANNONCÉE

Dans tous les services, les effets des suppressions et vacances d'emplois et des restructurations tous azimuts se font sentir cruellement.

Se profile la réforme territoriale et avec elle la mobilité géographique ou fonctionnelle forcée remettant en cause nos statuts particuliers. Il est question maintenant, dans notre département, d'une organisation en quatre territoires autour des villes « chef de file » Antony, Nanterre, Meudon et Argenteuil (95). Le réseau des trésoreries serait rapidement vidé de sa substance et soumis à une concentration accélérée. C'est ce qui s'est produit avec la Recette des Finances devenue selon la direction « une coquille vide » vouée à la disparition dès 2016.

Les restructurations devraient s'opérer d'ailleurs bientôt au niveau de toute la fonction publique avec le texte PPCR qui attaque frontalement le statut en instaurant la mobilité forcée. Contre l'avis des syndicats représentant la majorité des personnels, le gouvernement Hollande-Valls a décidé de passer en force et d'imposer le protocole PPCR.

Nos conditions de travail ne cessent de se dégrader. De combien d'heures les collègues devront-ils encore se faire écrêter pour palier les effectifs manquants ? Combien de collègues encore vont-ils devoir venir travailler dans l'appréhension sous la pression de la charge de travail croissante ?

Et tout ce que trouve à faire la Direction générale c'est de mettre en cause les règles de mutation et d'affectation obtenues lors de la fusion. Et ce n'est qu'un début : avec la réforme territoriale les préfets de région auraient autorité sur notre administration et imposeraient la mobilité inter-administrations au sein des territoires d'une même région.

Seule la mobilisation la plus large dans l'unité jusqu'à la grève pourra faire reculer la Direction générale et faire aboutir nos revendications :

- **Arrêt des suppressions d'emplois et pourvoi des postes vacants (au 1^{er} mars prochain, dans le 92, il manquera 95 B et 53 C).**
- **Arrêt des restructurations (dans le 92 en 2016, sont prévues la fusion des deux SIE de Boulogne, des PRS sur Nanterre, des fusions de caisses à Suresnes et à Colombes après celles d'Issy et la fermeture de la Recette des Finances).**
- **Maintien du réseau et de toutes nos missions. Aucune fermeture d'implantation ou service.**
- **Aucune atteinte aux règles de gestion ni aux statuts particuliers.**

Le 18 novembre jour du CTR « emploi », nos trois syndicats nationaux appellent à la grève pour l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations et le maintien de nos statuts particuliers.

Les sections syndicales **CGT, Solidaires et FO de la DDFIP 92** appellent l'ensemble des personnels à se joindre massivement à **la grève nationale le 18 novembre** et à venir très nombreux lors du rassemblement prévu le même jour à la DG (métro Bercy).

TOUS EN GREVE LE 18 NOVEMBRE 2015 TOUS AU RASSEMBLEMENT A BERCY A 12 HEURES.

Nous vous invitons à lister vos revendications locales et à discuter de l'organisation de la grève lors des HMI et tournées de services organisées sur toutes les résidences de la DDFIP 92 dans les prochains jours.